

La nation chez les enseignants d'histoire québécois

Abstract

History education is a topic much discussed in western societies. This paper presents a research conducted during a vivid debate which took off after the renewal of the History and citizenship education curriculum in Quebec. It presents some broad ideas that help us understand where teachers stand when it comes to the place of the nation in the teaching of history.

Introduction

C'est connu, les réformes de l'enseignement de l'histoire ne sont pas choses simples. À différents endroits du monde, les discussions entourant l'enseignement de l'histoire s'enflamment rapidement. Que les historiens, les enseignants, les didacticiens, les journalistes ou les politiciens soient en cause, le ton monte vite et différentes factions s'accusent l'une l'autre de détourner le sens de l'histoire nationale et de son enseignement. Les chercheurs se sont abondamment penchés sur ces débats et problématiques, comme en témoigne la grande quantité d'ouvrages consacrés à ces questions publiés au cours des dernières années. Parmi ceux-ci, on notera des ouvrages collectifs comme ceux de Carretero, Asencio et Rodriguez-Moneo¹, de Davies², de Nakou et Barca³ et de Schissler et Soysal⁴, qui présentent différents contextes où l'enseignement de l'histoire a fait l'objet de débats, souvent en lien avec la préservation de l'identité nationale.

Le Québec n'échappe pas à cette tendance et baigne, depuis près de dix ans, dans un vif débat entourant la réforme de l'enseignement de l'histoire. D'abord initié dans la foulée d'une vaste réforme des programmes de toutes les disciplines mise en place au début des années 2000, le renouvellement du programme d'histoire du Québec

¹ CARRETERO Mario, ASENSIO Mikel et RODRIGUEZ-MONEO Maria (eds.), *History Education and the Construction of National Identities*, Charlotte: Information Age Publishing, 2012, 359 p.

² DAVIES Ian (ed.), *Debates in History Teaching*, New York: Routledge, 2011, 288 p.

³ NAKOU Irene et BARCA Isabel (eds.), *Contemporary Public Debates over History Education*, Charlotte: Information Age Publishing, 2010, 248 p.

⁴ SCHISLER Hanna et SOYSAL Yasemin (eds.), *The Nation, Europe and the World. Textbooks and Curricula in Transition*, New York: Berghahn, 2005, 258 p.

soulève un tollé qui mène, quelques années plus tard, à la réécriture complète de celui-ci. Au cœur de ce débat se situe la place du récit historique national⁵.

Nous désirons partager ici quelques-uns des résultats de notre recherche doctorale⁶ et proposer quelques réflexions sur l'avenir de l'enseignement de l'histoire et la place que peut y occuper la nation. Cette étude est née d'une grande insatisfaction face à la qualité du débat et aux arguments mobilisés pour défendre l'une ou l'autre des positions, que ce soit en faveur du développement d'habiletés intellectuelles liées à la pratique de l'histoire ou du renforcement du lien avec le récit historique national.

Contexte de la recherche

Notre recherche, menée au Québec entre 2014 et 2015, vise à en apprendre davantage sur les représentations sociales des enseignants d'histoire du Québec à propos de sujets comme les finalités de l'enseignement de l'histoire et la place que tient l'identification à la nation dans ces finalités. Nous espérons ainsi contribuer d'une manière constructive à la discussion. Dans ce but, nous avons mené des entrevues avec huit enseignants et, par la suite, interrogé trente-six enseignants supplémentaires par sondage⁷.

⁵ Pour les besoins de notre recherche, nous avons utilisé la définition de la nation formulée par Smith, c'est-à-dire « *une population humaine occupant un territoire historique et partageant des mythes et des mémoires, une culture publique, des lois et des coutumes communes à tous ses membres* ». SMITH Anthony, *Chosen Peoples*, Oxford: Oxford University Press, 2003, p. 24. Précisons également que dans le contexte québécois, le terme de nation fait généralement référence au Québec plutôt qu'au Canada. Dans le cadre du débat sur l'enseignement de l'histoire qui nous intéresse ici, les intervenants qui mentionnent la nation font nécessairement référence au Québec.

⁶ LANOIX Alexandre, « Finalités de l'enseignement de l'histoire et nation dans les représentations sociales des enseignants d'histoire du Québec au secondaire », Université de Montréal, 2015, 306 p., disponible au : papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/13508

⁷ Dans cet article, nous faisons principalement référence aux résultats quantitatifs de notre recherche, c'est-à-dire aux réponses des 36 enseignants au questionnaire. Pour les résultats complets (phase qualitative et phase quantitative) ainsi que pour les détails méthodologiques, consulter la thèse.

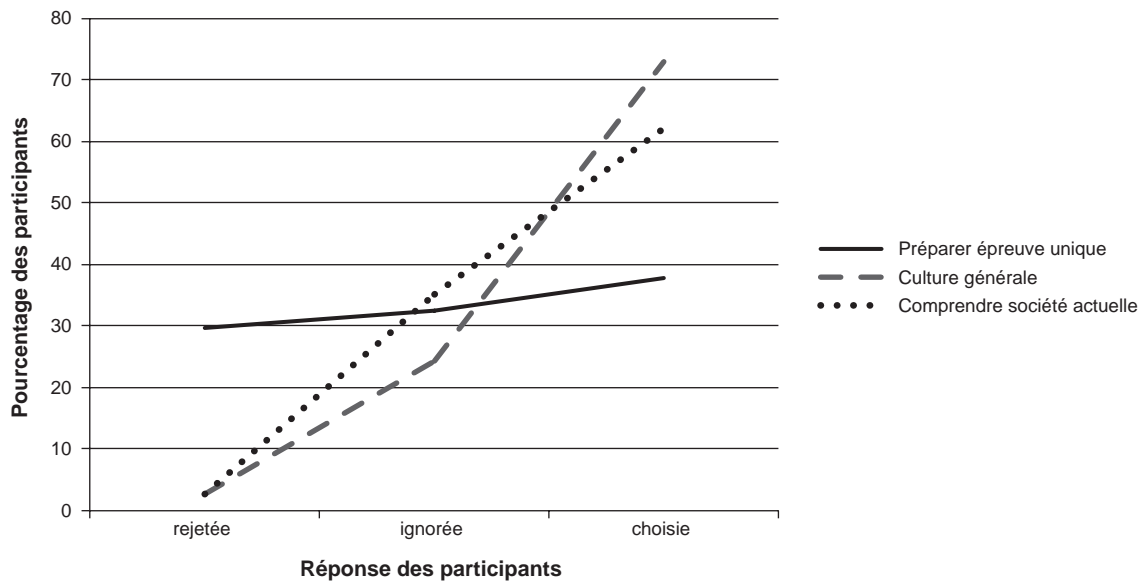
Résultats

Mentionnons d'entrée de jeu que la taille et la nature de notre échantillon ne nous permettent pas de produire des résultats généralisables à tout le groupe visé. Notre recherche vise plutôt une exploration des représentations sociales (RS) des enseignants d'histoire du Québec au sujet des finalités de l'enseignement de l'histoire et de la place que tient la nation dans celles-ci. Le questionnaire contenait d'ailleurs des questions spécifiques aux finalités générales de l'enseignement de l'histoire, parmi lesquelles on retrouve des éléments spécifiques à la nation, et des questions portant sur l'identification nationale dans l'enseignement de l'histoire. Nous présentons ici les données les plus marquantes issues du questionnaire.

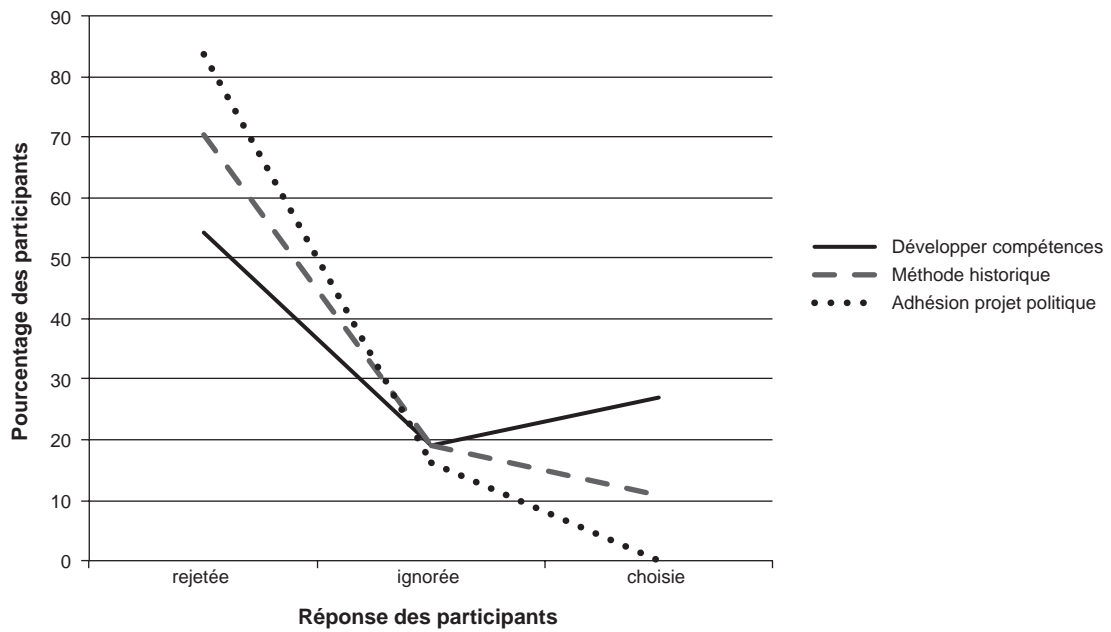
Comme l'ont fait les recherches récentes sur les représentations sociales⁸, nous avons demandé aux enseignants de choisir ou de rejeter des énoncés en lien avec les finalités de l'enseignement de l'histoire en fonction de leur opinion. Les résultats, nous semble-t-il, sont révélateurs de la posture que prennent les enseignants d'histoire dans leur rapport à l'enseignement et à la nation.

⁸ Voir, entre autres, BOUHON Mathieu, *Les représentations sociales des enseignants d'histoire relatives à leur discipline et à son enseignement*, Université catholique de Louvain-la-Neuve, 2009, 274 p.

Graphique 1 : Éléments choisis (finalités de l'enseignement de l'histoire)



Graphique 2 : Éléments rejetés (finalités de l'enseignement de l'histoire)



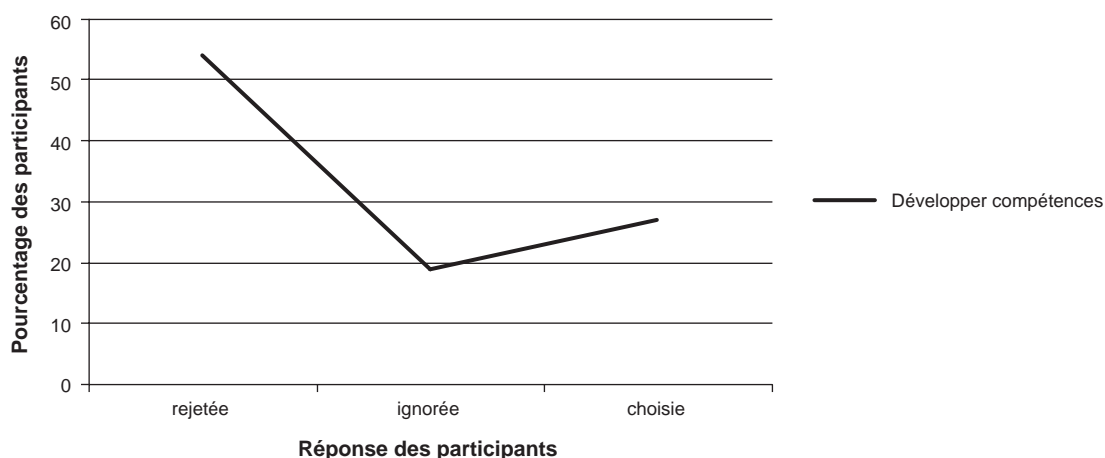
Le graphique 1 montre que les enseignants considèrent que la préparation à l'épreuve ministérielle unique⁹, la transmission d'une culture générale et l'explication de la société actuelle par le biais de l'histoire sont au cœur de leurs préoccupations. On peut associer la transmission d'une culture générale à une finalité de type patrimonial et civique telle que définie par Audigier¹⁰. Ce type de finalité vise la transmission d'un récit historique commun et rassembleur.

Le graphique 2 montre, d'un autre côté, que les enseignants rejettent l'idée de développer les compétences prescrites par le programme de formation, le développement de la méthode historique chez les élèves et l'adhésion à un projet politique.

Les deux premiers éléments peuvent être associés aux finalités intellectuelles et critiques, toujours selon Audigier¹¹.

Enfin, le graphique 3 nous apprend qu'un élément, le développement des compétences prescrites au programme, est rejeté par la majorité des enseignants, mais qu'il est tout de même choisi par une portion significative d'entre eux. Une courbe de cette forme indique qu'il existe possiblement des représentations sociales divergentes au sein du même groupe¹². En utilisant d'autres moyens d'analyse statistique, nous avons ensuite cherché à vérifier si d'autres réponses permettent d'identifier des groupes distincts. Cette analyse fait émerger deux groupes.

Graphique 3 : Élément contrasté (finalités de l'enseignement de l'histoire)



⁹ À la fin de la quatrième secondaire, à l'âge de seize ans, les élèves québécois doivent passer un examen national dont la réussite est nécessaire à l'obtention du diplôme d'études secondaires. Il représente une étape importante dans le cheminement scolaire des élèves.

¹⁰ AUDIGIER François, « Histoire et géographie : des savoirs scolaires en question entre les définitions officielles et les constructions des élèves », *SPIRALE – Revue de Recherches en éducation* 15, 1995, p. 61-89.

¹¹ AUDIGIER François, « Histoire et géographie... ».

¹² FLAMENT Claude et ROUQUETTE Michel-Louis, *Anatomie des idées ordinaires. Comment étudier les représentations sociales*, Paris : Armand Colin, 2003, 175 p. ; ABRIC Jean-Claude, « La recherche du noyau central et de la zone muette des représentations sociales », in ABRIC Jean-Claude (ed.), *Méthodes d'étude des représentations sociales*, Toulouse : Érès, 2003, p. 59-80.

Tableau 1 : Premier groupe d'enseignants

	Rejeté	Ignoré	Choisi
Finalité: Donner une culture générale sur l'histoire du Québec aux élèves			89%
Nation: J'aborde la nation comme un concept qui peut aider à comprendre certains événements et phénomènes historiques			89%
Finalité: Développer chez les élèves les compétences prescrites au programme d'Histoire et éducation à la citoyenneté			42%
Finalité: Favoriser l'adhésion des élèves à un projet politique fédéraliste ou souverainiste	100%		
Nation: J'aborde la nation comme un concept dont il faut se méfier à cause des risques de dérive			78%
Nation: J'amène les élèves à s'attacher à l'identité, à l'histoire et aux valeurs du Canada			78%
Finalité: Développer la compétence des élèves à utiliser la méthode historique	68%		

Le questionnaire interroge les enseignants à la fois sur les finalités de l'enseignement de l'histoire et directement sur la fonction d'identification à la nation dans l'enseignement de l'histoire. En considérant les réponses à ces deux éléments, deux groupes d'enseignants émergent. Le tableau 1 présente les caractéristiques du premier groupe, qui forme 53 % de l'échantillon. On constate que celui-ci tient à la fonction qui vise la transmission d'une culture générale sur l'histoire du Québec (89 % des membres de ce groupe choisissent cet énoncé). On remarque également que la nation est utilisée comme un concept qui permet de mieux comprendre les réalités sociales (89 %), ce qui en soi peut dénoter un certain recul face à la nation plutôt qu'une intention de transmettre une identité nationale déjà construite. Une pluralité d'enseignants de ce groupe affirment également que le

développement des compétences prescrites par le programme de formation¹³ (42 %) fait partie de leurs priorités. Les éléments rejetés par ce groupe sont également révélateurs. Les enseignants de ce groupe rejettent complètement l'idée de favoriser l'adhésion à un projet politique particulier (100 %). Du même souffle, ils affirment que développer les compétences des élèves à utiliser la méthode historique ne fait pas partie de leurs priorités (68 %).

¹³ Le programme de formation de l'école québécoise prescrit, pour le cours d'Histoire et éducation à la citoyenneté, les compétences suivantes: « Interroger les réalités sociales dans une perspective historique », « Interpréter les réalités sociales à l'aide de la méthode historique » et « Consolider l'exercice de sa citoyenneté à l'aide de l'histoire ». MELS, « Programme de formation de l'école québécoise. Enseignement secondaire, deuxième cycle. Domaine de l'univers social », Ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport, Québec: Gouvernement du Québec, 2007, p. 11-25.

Tableau 2 : Second groupe d'enseignants

	Rejeté	Ignoré	Choisi
Nation: J'amène les élèves à réfléchir à leur appartenance identitaire			82%
Finalité: Faire aimer l'histoire du Québec aux élèves			64%
Finalité: Transmettre la mémoire collective québécoise			64%
Nation: Je présente les caractéristiques de base de la nation québécoise			58%
Nation: J'aborde la nation comme un concept dont il faut se méfier à cause des risques de dérive	94%		
Finalité: Développer chez les élèves les compétences prescrites par le programme d'Histoire et éducation à la citoyenneté			88%

Le second groupe d'enseignants, qui forme 47 % de l'échantillon, présente un profil différent. Ici, les enseignants placent d'abord la réflexion à propos de l'appartenance identitaire (82 %) au cœur de leurs préoccupations. De plus, ils considèrent que communiquer l'amour de l'histoire (64 %) et transmettre la mémoire collective (64 %) sont des finalités prioritaires de l'enseignement de l'histoire. Combiné au fait qu'ils rejettent l'idée de développer les compétences prescrites au programme d'histoire (88 %), nous sommes en présence d'un groupe qui s'est forgé une représentation sociale des finalités de l'enseignement de l'histoire et de la place que doit y tenir l'identification à la nation qui est résolument ancrée dans les finalités de type patrimonial et civique, telles que définies par Audigier¹⁴. Qui plus est, cette représentation sociale semble se définir, en partie, en opposition

au programme de formation en Histoire et éducation à la citoyenneté.

L'enquête que nous avons menée révèle donc la présence de deux sous-groupes au sein du bassin d'enseignants interrogés. Le premier intègre certains éléments des finalités intellectuelles et critiques tout en préservant l'idée que l'enseignement de l'histoire vise également à transmettre une culture générale. Le second groupe est solidement ancré dans les finalités patrimoniales et civiques. Il propose un rapport beaucoup plus émotif à l'histoire (faire aimer l'histoire) et considère que la transmission de la mémoire collective fait partie des objectifs prioritaires de l'enseignement de l'histoire.

Il nous apparaît donc, au premier abord, que la crainte de voir l'enseignement de l'histoire se dénationaliser sous l'impulsion d'un programme de formation qui négligerait le récit historique

¹⁴ AUDIGIER François, « Histoire et géographie... ».

national, selon ce que prétendent certains, n'est pas fondée. Non seulement une masse critique des enseignants d'histoire considère que la nation occupe une place centrale dans l'enseignement de l'histoire, mais les enseignants qui accordent une certaine importance au développement des compétences ne délaissent pas totalement cette considération. D'autres questions posées aux enseignants dans le questionnaire révèlent également que le programme de formation a un impact presque marginal sur leur façon de concevoir et de pratiquer l'enseignement de l'histoire¹⁵.

Discussion

Comme c'est souvent le cas, notre étude soulève plus de nouvelles questions qu'elle n'apporte de réponses. Elle nous permet cependant d'explorer un peu plus la relation complexe qui existe entre l'enseignement de l'histoire et la nation. Nos résultats montrent que les enseignants pratiquent un enseignement résolument ancré dans le passé et l'identité du Québec. Contrairement aux craintes exprimées par certains intervenants au moment de la mise en application du programme d'Histoire et éducation à la citoyenneté en 2007, les enseignants n'ont pas drastiquement changé leur rapport à la mémoire collective. Certains d'entre eux semblent incorporer progressivement des éléments liés à la méthode historique et aux compétences, sans toutefois délaissier complètement l'attachement à la nation.

Ce constat révèle une réalité beaucoup plus complexe et subtile que ce que laissent paraître les débats publics sur l'enseignement de l'histoire, au Québec comme ailleurs dans le monde. Si les débats publics opposent une vision axée sur le développement d'habiletés intellectuelles à une vision plus attachée à la transmission de la

mémoire collective, les enseignants semblent, dans les faits, être à la recherche d'un équilibre. Certains chercheurs et didacticiens présentent ces deux positions comme étant irréconciliables¹⁶ : c'est penser que l'enseignement de l'histoire peut se faire de manière désincarnée, sans lien avec l'appartenance identitaire.

Évidemment, un enseignement de l'histoire qui ne viserait que l'adhésion à une identité nationale déjà construite serait un anachronisme au XXI^e siècle et ne serait pas très ambitieux du point de vue pédagogique. En ce sens, le fait que les considérations relatives au développement de la méthode historique chez les élèves font progressivement leur entrée dans les représentations sociales des enseignants montre que les travaux en didactique de l'histoire influencent, même partiellement, leurs représentations. Cela veut dire que leurs représentations des finalités de l'enseignement de l'histoire évoluent en fonction du contexte social, politique et éducatif, tout comme évolue la place qu'occupe l'appartenance à la nation dans les sociétés modernes.

Smith¹⁷ et Anderson¹⁸ nous rappellent que l'idée d'appartenir à une nation est toujours bien présente, malgré les changements qui ont transformé la politique et l'économie mondiale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le cadre de référence des enjeux sociaux, politiques et économiques demeure la nation pour la plupart des gens et le fait d'appartenir à une nation reste un élément important des identités, même s'il n'est plus le seul. La façon dont les enseignants envisagent l'enseignement de l'histoire, au Québec du moins, semble refléter cette évolution.

Nous avons amorcé notre recherche avec l'impression que les débats publics n'apportaient pas grand-chose à notre compréhension de l'enseignement

¹⁵ Globalement, les facteurs que nous avons qualifiés d'institutionnels, comme le programme de formation, mais également la formation initiale et l'accompagnement des commissions scolaires, sont parmi les facteurs qui influencent le moins les enseignants. Voir LANOIX Alexandre, « Finalités de l'enseignement de l'histoire... » pour les détails.

¹⁶ Nous pensons, notamment, à LAVILLE Christian, « L'enseignement de l'histoire à travers les lunettes noires de la question identitaire. Note critique », *Enjeux de l'univers social*, vol. 6, no. 1, 2010, p. 27-32.

¹⁷ SMITH Anthony, *Chosen Peoples*, Oxford: Oxford University Press, 2003, 330 p.

¹⁸ ANDERSON Benedict, *Imagined Communities*, Londres: Verso, 1983, 224 p.

de l'histoire réellement dispensé en classe, une préoccupation partagée par Barton¹⁹ entre autres. Rétrospectivement, il nous apparaît que les débats, tels qu'ils ont lieu depuis quelques années, nous incitent à adopter une vision manichéenne de l'enseignement de l'histoire qui ne correspond pas à la

¹⁹ BARTON Keith, « Wars and Rumours of War. The Rhetoric and Reality of History Education in the United States », in TAYLOR Tony et GUYVER Robert (eds.), *History Wars and the Classroom. Global Perspectives*, Charlotte: Information Age Publishing, 2012, p. 187-202.

réalité du terrain. Nous pouvons seulement souhaiter que les enseignants et les chercheurs participent davantage aux débats en y apportant des idées et des observations qui éclaircissent la question au lieu de l'obscurcir, comme c'est trop souvent le cas. Il nous semble également que nous devrions nous attendre à ce que la place de la nation dans l'enseignement de l'histoire évolue à un rythme semblable à celui où elle évolue dans la société en général. Après tout, les enseignants d'histoire sont des membres de la société dans laquelle ils travaillent.

L'auteur

Didacticien de l'histoire, **Alexandre Lanoix** a soutenu sa thèse intitulée « Finalités de l'enseignement de l'histoire et nation dans les représentations sociales des enseignants d'histoire du Québec au secondaire » en 2015. Il s'intéresse depuis plusieurs années aux liens qui existent entre l'enseignement de l'histoire et la définition de l'identité nationale au Québec et au Canada. Il a notamment publié le livre *Historica et compagnie*, qui retrace différents projets d'agir sur le sentiment d'appartenance au Canada par l'uniformisation de l'enseignement de l'histoire.

LANOIX Alexandre, *Historica et compagnie: l'enseignement de l'histoire au service de l'unité canadienne, 1867-2007*, Montréal: LUX Éditeur, 2007, 140 p.

LANOIX Alexandre, « L'enseignement de l'histoire et la formation des identités nationales au Québec et au Canada », in BOUVIER Félix et

SARRA-BOURNET Michel (éd.), *L'enseignement de l'histoire au début du XX^e siècle au Québec*, Québec: Septentrion, 2008, p. 34-43.

LANOIX Alexandre, *Finalités de l'enseignement de l'histoire et nation dans les représentations sociales des enseignants d'histoire du Québec au secondaire*, Université de Montréal, 2015, 306 p.

alexandre.lanoix@umontreal.ca

Résumé

L'enseignement de l'histoire est un sujet amplement débattu dans les sociétés occidentales. L'article fait état d'une recherche amorcée dans la foulée d'un débat entourant le renouvellement du programme d'Histoire et d'éducation à la citoyenneté au Québec. Il propose quelques grandes lignes qui peuvent nous aider à mieux comprendre où se situent les enseignants quand vient le temps d'aborder la nation en classe d'histoire.